

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

Trimestriel n°8 - Septembre 2019

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345



FAIRE FACE

imprévisibilité - régime frontalier - réappropriation

SOMMAIRE

P. 3	CRÉATION & RÉSISTANCE, L'ART DE L'IMPRÉVISIBILITÉ
P. 6	LE KALÉIDOSCOPE FRONTALIER
P. 9	EN MÉDITÉRANÉE, LE SYSTÈME EST FAIT POUR QUE LES PERSONNES NE SOIENT PAS SAUVÉES
P.11	KOT (H).UMAIN : CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ AVEC LES EXILÉ.E.S
P. 12	ENTRE MURS / ENTRE MONDES



Crédit: photo: Krasnji Collective / Dominique Botte

JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

UN MOUVEMENT POUR ET PAR LES JEUNES !

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé-e-s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun·e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun·e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs·trices et des travailleurs·euses

Nous sommes convaincu·e·s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé·e·s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.

CRÉATION & RÉSISTANCE L'ART DE L'IMPRÉVISIBILITÉ

RENCONTRE AVEC ISABELLE FREMEAUX & JOHN JORDAN

À l'initiative du collectif *On est tout-e-s*, les JOC Tournai ont organisé ce 29 août un atelier « *Artivisme : tactiques de résistances créatives* » avec Isabelle Fremeaux et John Jordan. Nous en avons profité pour discuter avec eux de leurs parcours et de leurs démarches. Isabelle et John ont une longue carrière de trouble-fêtes, où depuis Londres, les deux s'évertuent à désobéir aux rythmes et aux cadences imposées par la métropole. Avec le collectif *Reclaim the Streets*, elle et lui plantent des arbres sur le tarmac d'une autoroute après l'avoir détruite au marteau-piqueur, ille-s se lancent ensuite dans les contre-sommets du mouvement altermondialiste avec une armée de saltimbanques, *l'Armée des Clowns*. En 2004, ille-s fondent le « *Laboratoire de l'Imagination Insurrectionnelle* », s'impliquent dans le mouvement climatique et multiplient les actions de désobéissances, happenings et flashmobs. En 2007, ille-s parcourent l'Europe à la recherche d'archipels où l'on cultive l'utopie pour en sortir un livre « *Les sentiers de l'utopie* ». John et Isa s'installent à la ZAD au début de cette décennie, en emportant toujours avec eux leur laboratoire.

Pourquoi avoir créé le Laboratoire d'Imagination Insurrectionnel ?

– Isabelle : Le contexte qui a donné naissance à ce Laboratoire est l'organisation du *Forum Social Européen* (FSE) de Londres en 2004. Celui-ci avait pris une tournure qui ne nous convenait pas du tout. Le FSE avait complètement été pris en main par des organisations très hiérarchisées, proposant un programme culturel poussiéreux où l'art est systématiquement perçu comme devant créer des œuvres représentatives sous forme d'objet. On a donc créé ce labo pour pouvoir proposer des formes qui étaient plus ludiques, plus joyeuses, plus désobéissantes.

Durant le FSE, on a invité plein de collectifs dans un squat. Le matin, nous discutons de la création d'actions et l'après-midi nous partions les réaliser. Cela a très bien marché et on a continué cette démarche avec, par exemple, la mise en place de *l'Armée des Clowns*. Notre objectif est de mettre ensemble des artistes et des activistes pour créer une espèce de synergie entre l'imagination, la créativité des uns — cette capacité de penser latéralement — et l'engagement, l'audace et le courage des autres. Depuis le début, nous travaillons à des pratiques où ces deux identités-là se dissolvent. Mais nous n'avons pas créé le labo avec l'idée qu'au final, il pourrait durer 15 ans.

Vous avez participé durant les années deux mille à pas mal de contestations, à des contre-sommets, on vous a vu notamment vu avec de drôles de machines à la COP15 de Copenhague. Quelle sens donnez vous à votre démarche ?

– John : À cette époque, nous étions très impliqués dans le mouvement des camps climat en Grande-Bretagne. Pour nous, il était important que des groupes artistiques et culturels soient dans les mouvements politiques. Pas que les mouvements soient des objets à observer pour en faire des choses artistiques. Pour expliquer notre démarche, on utilise souvent l'histoire de Gustave Courbet durant la Commune de Paris. Pour lui, l'idée n'était pas de faire des peintures de la Commune de Paris, mais de participer à la Commune. C'est pour nous le modèle artistique le plus utile en ce moment, en cette période de crise qu'on appelle l'anthropocène ou le capitalocène.



2012, *Clandestine Insurgent Rebel Clown Army*
Src: flickr.com/photos/kareneliot/



2017, *Climate Games*. Src: John Jordan

Il est fondamental que l'on repense le rôle de l'art et la manière de faire de l'activisme. Les camps climat ont été une opportunité pour ça.

En 2009, nous avons été invités par le Centre d'Art Contemporain de Copenhague qui voyait dans le sommet de la COP15, une opportunité de se placer sur la question du climat. La situation est devenue très drôle. Ils nous ont invités à faire quelque chose dans leur musée lors du sommet et on leur a proposé le projet « Mets le plaisir entre tes jambes, devient le bike block » (Put The Fun Between Your Legs : Become The Bike Block). C'était un jeu de mot avec le Black bloc, mais aussi un rappel de ce qui nous avait marqués lors d'un passage dans le quartier de Christiania à Copenhague où il y avait beaucoup de vélos abandonnés. On s'est dit qu'on allait utiliser ces vélos comme outils pour mener des actions de désobéissance. Cette idée d'utiliser ce qui est là, ce qui est disponible nous vient de la permaculture. Au départ, la désobéissance, c'est l'utilisation de son corps, mais qu'est-ce qui arrive une fois que le corps est couplé à la machine ? Une sorte de machine de guerre ? Au départ, le Centre d'Art est enthousiaste. Il veut le projet. On ne peut pas souder dans la galerie, mais il nous propose un container dehors. On reçoit ensuite un coup de téléphone du commissaire d'exposition, il nous explique qu'il y a des règles au Danemark : « Tu ne peux pas avoir de vélo qui a plus de quatre roues, qui fait plus de trois mètres de long et ainsi de suite... Si vous faites des designs qui dépassent ces règles, vous devez l'envoyer à la police et ça peut prendre plus de trois semaines avant qu'elle vous autorise ou non à circuler avec vos machines sur la voie publique. » Je lui ai répondu que l'on faisait de la désobéissance civile et qu'on s'en foutait si c'était légal ou pas. Sur ce, il nous répond : « Vous allez vraiment le faire ? »

Cette réponse illustre très bien le monde de l'art contemporain : celui de faire semblant de faire de la politique. Finalement, ils n'ont pas pu soutenir le projet. On a trouvé un autre lieu et construit des vélos avec des groupes affinitaires pour rejoindre une grande action de désobéissance à l'ouverture du Sommet.

- Isabelle : on préfère plus parler d'expériences que de projets parce qu'on fonctionne comme un laboratoire, quelquefois ça marche et parfois ça ne marche pas. Une des dimensions essentielles à notre démarche, c'est d'ouvrir des espaces de pratiques qui soient les plus horizontaux possibles et où il y a de la convivialité, pour que de véritables amitiés rebelles se forment. Les expériences qui fonctionnent le mieux sont celles où une vraie cohésion de groupe s'opère, où le groupe s'approprie l'expérience. On veut aussi laisser vivre l'expérience, s'en détacher. On n'a pas cette relation d'auteur. Des groupes peuvent émerger de ces expériences et faire leur propre vie. Les limites de ce genre d'expériences sont indissociables des limites qu'on a trouvées aux contextes dans lesquels on s'organisait. Dans le mouvement altermondialiste, après un certain moment, on a identifié une limite à suivre les sommets, **au final, c'est toi qui t'adaptes au calendrier imposé par les gens que tu combats**. Courir de sommet en sommet impose aussi une sorte de mobilité déracinée qui a fait que nous on a eu envie de s'ancrer dans un territoire. On a quitté Londres où le labo avait passé les huit premières années de sa vie et on s'est déplacé sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Comment avez-vous vécu justement cette arrivée sur la ZAD ? N'y a-t-il pas une méfiance assez forte entre les artistes et les activistes, qui ne doit pas faciliter les choses ?

- John : Nos inspirations viennent des avant-gardes artistiques et politiques du XXe siècle comme Dada, les surréalistes, les situationnistes... Ces avant-gardes ont été évidemment très vite recyclées dans le monde de l'art. Aux Beaux-Arts, on les étudie sans apprendre leurs côtés politiques et révolutionnaires, la manière dont ils étaient ancrés dans un mouvement révolutionnaire et à quels points leurs pratiques même étaient révolutionnaires et n'avait rien avoir avec la pratique de création d'objets pour le marché. Leurs démarches étaient basées sur la critique du capitalisme. Ils voyaient le capitalisme comme fondé sur une conception de la séparation et donc leurs démarches se concentraient sur la fin de la séparation entre l'art, la vie quotidienne et la politique. On s'inscrit là-dedans. On veut une forme de vie qui ne sépare pas ces trois aspects. Notre définition de l'art et celle du communisme sont très proches. On peut définir le communisme comme une certaine discipline de l'attention or l'art est aussi une façon de donner de l'attention : comment on fait à manger, on organise une fête, on cultive un jardin... c'est vraiment une question de donner attention à quelque chose. En vivant dans une grande métropole comme Londres, on se sentait coincé dans cette grande séparation Nature/Culture. Il est très difficile de sortir de cette séparation lorsqu'on vit dans une métropole. La métropole est tellement basée sur l'argent et le monde humain qu'il est très difficile de construire une imagination révolutionnaire dans ce cadre-là. On a décidé de partir à la ZAD où on a trouvé un espace plus propice pour notre laboratoire. Nous avons effectué un virage parce que

le labo ne s'affiche pas à la ZAD. On s'est inscrit dans un territoire et on a construit un phare sur le site de la tour de contrôle. À la ZAD, on avait besoin de créer des imaginaires de victoires, de forces et des doigts d'honneur aux gouvernements. Au lieu d'une tour de contrôle, l'idée de construire un phare qui accueille les personnes symbolisait cela. Un énorme chantier s'est mis en place avec plein de monde impliquant même des ouvriers soudeurs des chantiers de Saint-Nazaire qui venaient le week-end. Vivre sur ce territoire est devenu la possibilité pour nous de vivre cette utopie où vie quotidienne, politique et esthétique se mélangent.

Peut-on dire que vous faites des projets artistiques en tant qu'artistes ?

Peut-on dire que vous faites des projets artistiques en tant qu'artistes ?

- Isabelle : Nous ne vivons pas les choses comme ça. Nous pensons plutôt que ces identités-là, elles ne riment à rien. **Cette idée où l'artiste aurait le monopole de la créativité, de la compréhension de la beauté, et que pendant ce temps, les activistes auraient le monopole du changement social, est une vision contre laquelle on lutte.** Nous n'avons pas abandonné l'art en allant nous installer sur la ZAD, on s'est juste éloigné du milieu de l'art. Quand on est arrivé à la ZAD, il y avait quelque chose de très inspirant ; il y avait une grande créativité dans la vie de tous les jours, que ce soit dans l'architecture, dans la manière de penser la stratégie politique...

John : Une de nos grandes influences est William Morris. C'était un artiste du 19e, anglais, designer, anarcho-socialiste pour qui la division entre travail et art était une absurdité.

Dans un monde révolutionnaire, le travail est artistique parce que le travail est quelque chose que tu fais parce que ça te donne du plaisir. À la ZAD aussi, tu redessines ce qu'est le travail : le travail est lié au plaisir. Évidemment, ce discours a été repris par la Silicon Valley. Il y a des tables de ping-pong près de chaque bureau et ton travail est ta passion. Tu restes cependant extrêmement dépendant de l'argent et tu t'inscris dans une hiérarchie très forte. **Le capital recycle les belles idées.**

L'imprévisibilité est une constante dans votre parcours et aussi dans les expériences que vous avez menées, une force qui s'oppose à celle du pouvoir dont l'objectif est de prévoir les comportements et de contrôler le futur. Aujourd'hui à quoi devrait s'appliquer cette « force de l'imprévisibilité » ?

- Isabelle : Mon impression est qu'au cœur de l'imprévisibilité, il y a ce mélange de création et de résistance. C'est en les détachant que l'on devient prévisible. Par exemple, cet été, au-delà du chaos sécuritaire orchestré par l'État français, les organisateurs des manifestations au G7 de Biarritz se sont abstenus de toute création dans les formes proposées. Je pense que si on garde le « oui » et le « non » ensemble, on ouvre l'imagination, les possibles, de nouvelles choses arrivent qui renforcent l'imprévisibilité. Ce n'est pas parce que quelque chose a marché pendant un certain temps qu'il faut s'y accrocher. Il faut changer sa pratique avant même d'en voir vu les limites.

- John : Le livre de Rebecca Solnit, «*Garder l'espoir*», nous a guidés. L'histoire des mouvements révolutionnaires et sociaux est faite d'imprévisibilité. Ils ne savaient jamais qu'ils allaient gagner. Il n'y a pas stratégie de cause à effet. La révolution, c'est l'imprévisible qui arrive. En 1989, nous avons vécu la chute du rideau de fer. Personne n'aurait pu anticiper ce qui allait se passer. Durant les années 80, en République populaire de Pologne, un mouvement du nom de L'Alternative Orange organisait des happenings et peignait des graffitis absurdes en forme de lutins sur les murs des villes. Ce mouvement était un des éléments le plus pittoresque de l'opposition au régime polonais. Pendant des mois, ils ont dessiné des lutins sur les murs des villes. Comme ils ne pouvaient pas appeler à une manifestation (c'était interdit), ils ont convoqué un rassemblement de lutins. Ils ont alors fabriqué vingt mille chapeaux de lutins pour autant de manifestants, pour ensuite prendre l'espace public avec des slogans comme : « À bas Gargamel ! ». On pourrait penser à une grosse blague, mais sans pouvoir le prédire, c'est ce genre d'action qui a ouvert l'espace public.

- Isabelle : Nous vivons une période assez inouïe. Avec la collapsologie (l'étude de l'effondrement de la civilisation industrielle), énormément de gens pensent que l'effondrement est prévisible et qu'il va arriver. Un mouvement comme Extinction Rebellion base sa politique justement sur ce régime de certitude. On s'interroge là-dessus en ce moment et cela nous préoccupe. **Dans cette logique de la prévisibilité de l'effondrement, on craint beaucoup le risque de l'auto-ritarisme.** Contre le pessimisme et l'optimisme, il faut garder de l'imprévisibilité. Le livre de Rebecca Solnit s'ouvre sur une citation de Virginia Woolf qui écrit en 1916, pas vraiment un moment agréable de l'histoire européenne : « L'avenir est sombre et c'est probablement le mieux qu'il puisse être » On ne sait pas ce qui va se passer et c'est justement ça qui est fort et beau.

On ne peut pas se dire : « On est certain que ça va être super » ou « On est certain que ça va être terrible », car nous risquons alors d'emprunter des chemins qui peuvent être dangereux.

- John : Il faut absolument changer ce que signifie l'art et la beauté. L'acte d'arrêter un grand projet comme l'aéroport de Notre-Dame-des-landes est une œuvre d'art. La beauté réside dans le fait que ce bocage continue à vivre, à être un système écologique où la vie peut se déployer. Voilà l'esthétique du futur : le projet d'aéroport n'est pas là et la vie peut continuer à se déployer.



Le phare de la Zad.

« Ce n'est pas parce que quelque chose a marché pendant un certain temps qu'il faut s'y accrocher. Il faut changer sa pratique avant même d'en avoir vu les limites. »

LE KALÉIDOSCOPE FRONTALIER

Un texte de l'activiste Natasha King publié initialement en anglais dans le magazine RoarMag. Natasha King est une autrice et militante impliquée dans les luttes pour l'autonomie et la liberté de mouvement depuis une décennie. Son dernier livre est *No Borders : La Politique de contrôle de l'immigration et de la résistance* (Zed, 2016).



Nos déplacements expriment tant de choses de ce que nous sommes : notre curiosité, notre vulnérabilité, notre arrogance. En tant qu'humains, nous avons la mobilité en commun et c'est une partie essentielle de ce que nous sommes. Et pourtant, c'est peut-être précisément cette mobilité qui nous a souvent poussée à craindre et à contrôler les autres. Lors d'une manifestation à Paris, il y a quelques années, quelqu'un portait une banderole sur laquelle on pouvait lire : « *La migration est une force de la nature* ». Le message était frappant. Dans sa simplicité, il exprimait clairement l'inévitabilité de la mobilité humaine. Les luttes pour la liberté de mouvement ont toujours été là et si elles se poursuivent encore aujourd'hui c'est parce que les frontières qui entravent notre liberté de circulation persistent.

Les frontières sont plus que de simples lignes marquant des territoires sur une carte. On peut les définir comme un dispositif propre à l'État qui délimite l'étendue de son pouvoir. Mais aujourd'hui, l'étendue et l'intensité de ce pouvoir changent rapidement tout comme la nature même du régime frontalier. L'implication d'institutions transnationales comme l'Union européenne ou d'agences comme Frontex, et l'extension, dans certains cas, des pouvoirs étatiques au-delà de leurs propres frontières (comme dans le cas de l'Australie qui installe ses camps de réfugiés en Papouasie Nouvelle-Guinée ou du Royaume-Uni qui place des gardes-frontières dans les ports français) changent fondamentalement la manière dont les frontières fonctionnent et comment nous interagissons avec. Les frontières se sont multipliées et si pour certains, elles apparaissent comme des forteresses, pour d'autres, elles n'existent presque pas. Elles sont de plus en plus asymétriques : à la fois passoires et murailles. À quoi ressemble cet éclatement du régime frontalier et quels sont les défis qu'il pose aux luttes pour la liberté de circulation ?

L'ÉCLATEMENT DU RÉGIME FRONTALIER

D'un côté, nous pouvons observer le renforcement de certaines frontières en tant que lignes fixes. Les frontières entre les États-Unis et le Mexique, le Maroc et l'Espagne, ou la France et le Royaume-Uni, sont militarisées. Le terme militarisation n'est pas utilisé ici comme une analogie. Ce que l'on évoque ici c'est le déploiement de personnels militaires et de leurs équipements : drones, barbelés, hélicoptères, détecteurs de battements de cœur et de dioxyde de carbone, gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc — ainsi que des financements importants. Ces frontières militarisées bloquent la libre circulation et peuvent créer des goulets d'étranglement. Des camps de fortune s'installent, les personnes doivent y vivre et subvenir à leurs besoins fondamentaux tout en cherchant des moyens de poursuivre leur voyage. Ces camps, qui sont généralement appelés des jungles, tant par ceux qui y vivent que par ceux qui cherchent à les contrôler et à les détruire, sont un des effets de cette lutte pour la mobilité. Mais ils sont aussi un problème pour les frontières. Ils deviennent le moyen le plus sûr et le plus efficace de répondre à des besoins dans des situations où les ressources sont limitées. Ils sont un outil d'organisation et une ressource cruciale pour les gens qui y vivent.

D'autre part, nous pouvons observer que les pratiques frontalières se déploient à l'intérieur et au-delà des frontières physiques

des États, ainsi qu'un flou général quant à l'endroit où leurs effets commencent et se terminent. Cela se produit de plusieurs façons.

L'INSTITUTIONNALISATION DE L'INCERTITUDE

Tout d'abord, il y a l'introduction de la biométrie qui permet de stocker et de mettre à jour dans diverses bases de données transnationales, les personnes qui se déplacent. Celles-ci deviennent de plus en plus traçables. Cette utilisation de la biométrie facilite la mobilité de certaines personnes (citoyens des pays riches, travailleurs hautement qualifiés), tout en éliminant les « indésirables ».

Il y a aussi un recours accru aux contrôles « soft » à l'intérieur des frontières. Il s'agit par exemple des contrôles d'identité effectués par la police dans les lieux publics. Toute personne ayant le profil d'un « immigré clandestin » risque d'être potentiellement arrêtée dans les parcs, les places publiques, les gares et les aires de repos. Une autre forme de contrôle « soft » consiste à restreindre aux immigrés l'accès à des domaines de la vie quotidienne. En Angleterre, les enseignants des universités sont tenus d'informer quand les étudiants étrangers sont absents pendant de longues périodes et les propriétaires doivent vérifier le statut d'immigration des locataires potentiels avant de louer. Les gens sont confrontés à un système

d'immigration de plus en plus strict et rigide, dans lequel, sauf si vous êtes riche ou invité, vos options se limitent probablement à demander l'asile et à devenir « réfugié », une catégorie également excluante pour tous ceux qui n'entrent pas dans les limites strictes définies par l'État.

Il y a aussi les frontières qui commencent avant même que la limite n'en soit atteinte. Les visas, le concept de pays sûrs, les zones de traitement externe, les frontières maritimes virtuelles et les accords de retour et de réadmission externalisent

le contrôle frontalier dans les pays qui sont souvent l'origine ou la destination de transit de nombreux voyageurs potentiels. Le résultat de tous ces contrôles « soft » est d'institutionnaliser l'incertitude pour les migrants.

Et ce n'est pas involontaire. L'incertitude crée une main-d'œuvre très souple et jetable qui, privée de l'accès aux droits du travail et aux droits sociaux, peut combler les lacunes en cas de besoin et être éliminée en période d'abondance. Comme le suggère Sandro Mezzadra : « *L'objectif n'est pas de boucler hermétiquement les frontières des pays riches, mais de stabiliser un système de barrages* ». En ce sens, la migration illégale n'est pas nécessairement une mauvaise chose pour l'État capitaliste. Les effets quotidiens de cette incertitude institutionnelle sur les personnes peuvent conduire à une extrême précarité : dénuement, manque de contrôle, plans toujours changeants et anxiété. Pour beaucoup, il y a le sentiment d'être suspendu dans un présent permanent, où la vie n'a pas encore réellement commencé. Une condition qui peut durer des années.

Cette précarité causée par le régime frontalier affecte largement ceux qui se déplacent sans autorisation. Ils composent en grande partie les luttes pour la liberté de circulation mais ces luttes impliquent aussi de nombreuses personnes munies de papiers, des citoyens de pays riches bénéficiant du régime frontalier. Une minorité de ces personnes sont devenues les sujets du régime frontalier et ont dû faire face à ses effets de contrôle. De nombreux militants munis de papiers, impliqués

dans des luttes dans des endroits comme Calais et Vintimille en Italie, ont été interdits dans certains pays européens. Leurs noms ont été ajoutés dans les bases de données des « fauteurs de troubles connus », et ont rendu leurs futurs voyages à travers l'Europe difficiles. Ils doivent faire face à des interrogatoires, à des amendes et aussi parfois à des peines de prison. La légalité de ces interdictions est, au mieux, vague, mais les effets permanents de cette marque noire dans une base de données sont quant à eux durables. Un certain nombre de militant·e·s se trouvant dans cette situation conteste actuellement la légalité de ces interdictions.

AU-DELÀ ET MALGRÉ LA FRONTIÈRE

Le fait de se focaliser sur les mouvements de population à la frontière peut nous brosser un tableau de la situation privé de lutte politique. Ce n'est pas pour nous une représentation adéquate de la réalité. Autant la frontière contemporaine est une arme sophistiquée et multiforme contre la libre circulation, autant le régime frontalier est un produit de la résistance et de sa subversion. Le régime frontalier ne change pas de lui-même, il est forcé de s'adapter à des stratégies en constante évolution. Le contrôle est là parce que les personnes continuent de se déplacer en dépit de contrôles déjà existants conçus pour les arrêter. De nouvelles stratégies sont adoptées et les personnes trouvent alors différentes façons d'échapper aux contrôles. Le contrôle répond par de nouvelles stratégies de capture. Les gens réagissent. Et le processus se poursuit. Les personnes qui se déplacent sans autorisation résistent donc activement au régime frontalier existant et ne restent pas seulement des victimes passives emportées dans son sillage.

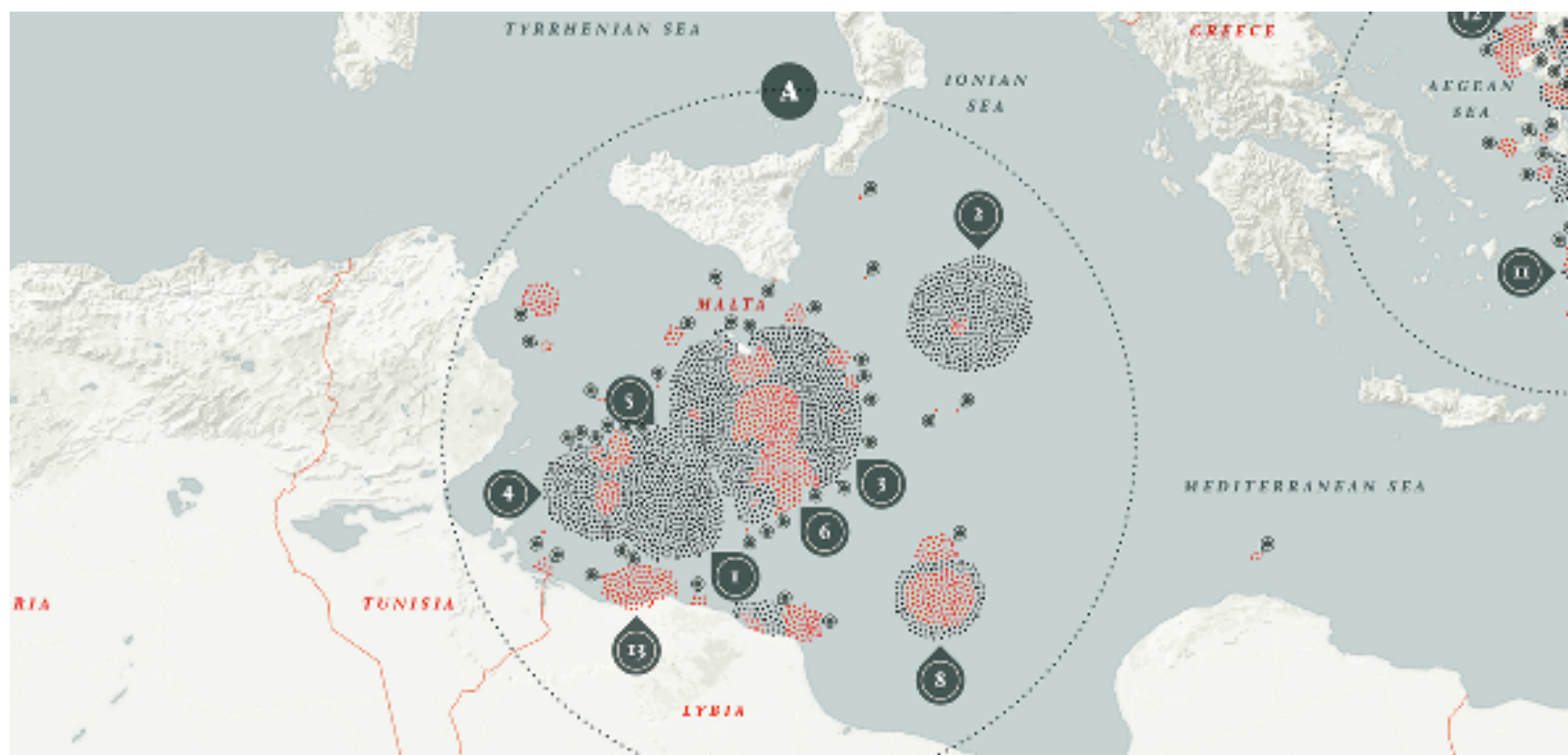
Le régime frontalier est forcé de s'adapter en raison des actions. Cela inclut les actes organisés et visibles, expressément « politiques », de personnes avec et sans papiers (les nombreuses manifestations, protestations, grèves de la faim, veillées et marches). Mais le plus souvent, ces actes sont des stratégies quotidiennes de non-subordination invisibles et d'évasions silencieuses : l'entretien des maisons sûres dans les villes et les villages sur les itinéraires de voyage à travers le continent ; les groupes WhatsApp qui partagent des informations sur les meilleurs itinéraires de voyage ; le partage des ressources et des informations,...

De telles actions créent souvent des moments d'autonomie qui permettent aux personnes de continuer à se déplacer de manière « inappropriée » ou non autorisée. Ils facilitent l'échappement au contrôle. En cela, ils constituent une force créatrice qui remodèle continuellement un régime frontalier qui cherche à les capturer et à les discipliner.

UNE POLITIQUE DE LA SUBVERSION QUOTIDIENNE

Les personnes qui réalisent ces évasions silencieuses ne se constituent pas comme un mouvement social au sens traditionnel. Il n'y a rien à voir, pas d'opinion à qui s'adresser. Souvent, cette partie de la lutte pour la libre circulation n'est même pas considérée comme une pratique politique. On considère de manière générale la politique comme un jeu de pouvoir intentionnel et collectif or ces actions ne sont pas (ou rarement) collectives ou publiques. Même l'intention de provoquer un changement politique fait défaut. Les migrants ne viennent pas à Calais ou à Athènes par acte politique, ils viennent pour continuer de bouger. Ici le changement politique est, dans une large mesure, involontaire. Il nous est donc difficile de penser que la mobilité des migrants est intrinsèquement politique ; si ce que nous considérons comme politique est une activité intentionnelle. Ces actes quotidiens d'évasion sont souvent moins valorisés que les pratiques plus expressément « politiques ». Ils passent souvent inaperçus en tant que résistance de la part du mouvement lui-même. Pourtant, ces nombreuses micro-résistances et ces subversions quotidiennes, même banales constituent le moteur principal du changement structurel du régime frontalier.

Nous devons apprendre à mieux reconnaître que les luttes pour la liberté de mouvement se déroulent aussi bien au niveau de la vie de tous les jours, que dans les actions politiques, les manifestations et les communiqués de presse. Les frontières changent, elles se brisent en un kaléidoscope d'effets et posent de nombreux défis aux luttes pour la liberté de circulation. Des luttes qui se déroulent tout autour de nous, pas seulement dans des endroits comme Calais, mais juste devant nos portes.



"THE MISSING MIGRANTS MAP - Corriere della Sera" by Valerio Pellegrini, Michele Mauri is licensed under CC BY-NC-ND 4.0

EN MÉDITÉRANÉE, LE SYSTÈME EST FAIT POUR QUE LES PERSONNES NE SOIENT PAS SAUVÉES

Tous les lundis, devant le siège de la Commission européenne, a lieu une lecture publique d'une liste des victimes de l'Europe forteresse à laquelle tu participes. Peux-tu nous expliquer le sens de cette démarche ?

– Stéphanie : Il n'existe aucun chiffre officiel de l'Union européenne sur les migrant·e·s disparu·e·s en essayant de rejoindre l'Europe. L'agence Eurostat produit des statistiques à-peu-près sur tout, mais pas dans ce cas-ci. Ces personnes-là n'existent pas. Un certain nombre d'ONG ont donc décidé de faire le job et se sont mises en réseau. Elles rapatrient des données à partir du terrain et de la presse. Ces listes de personnes disparues reprennent, quand c'est possible de le savoir, le genre, l'âge, la région d'origine et le motif de la mort : « échoué pendant un naufrage sur la plage », « pendu dans un centre fermé en Allemagne ». Lire cette liste est une façon de présenter les résultats de la politique migratoire européenne sans faire de grande conférence compliquée sur le sujet. Elle parle par elle-même. On lit dans ces histoires les différentes politiques appliquées, le nombre de personnes tuées par des garde-côtes libyens ou turcs, le nombre de personnes décédées en essayant d'arriver sur les plages grecques... Si on fait des parallèles entre la politique migratoire européenne et les données géographiques, on peut aussi faire des corrélations et voir où se renforcent les contrôles aux frontières extérieures de l'EU, comment les points de passage se déplacent...

La Méditerranée est devenue le lieu d'une bataille navale entre différents bateaux d'ONG qui tentent de sauver des personnes en détresse et les États européens. L'Italie de Salvini a fermé ses ports et les bateaux de sauvetages se sont bien souvent retrouvés à errer en mer en attendant que les autorités leur assignent un port et que les États se décident à se répartir les migrant·e·s sauvé·e·s. Comment est-on arrivé à cette situation ? Pourquoi ce ne sont pas les autorités qui font ce boulot de sauvetage ?

– Stéphanie : Le droit européen de la mer oblige au sauvetage des personnes. Il arrive d'ailleurs que des bateaux de pêche doivent le faire, c'était communément admis. Avec ladite « crise migratoire », l'UE met en place des missions chargées de faire de la surveillance en mer avec une obligation de sauvetage conformément au droit. Les garde-côtes italiens et grecs ont sauvé les personnes pendant tout un temps.

Au début les bateaux d'ONG étaient là seulement pour aider à la surveillance, ils indiquaient aux garde-côtes italiens la position des embarcations en danger afin qu'ils viennent les aider. C'était ça leur rôle. Dans les cas les plus compliqués, les ONG avaient appris à faire les premiers gestes de secours. Ce sont les garde-côtes italiens qui leur ont appris à faire des sauvetages, mais aujourd'hui ces mêmes garde-côtes ont

Stéphanie Demblon est militante pour la liberté de circulation depuis plus de 10 ans, elle travaille pour l'association *Agir pour la paix* avec qui elle organise des *Lobby Tour* dans le quartier européen de Bruxelles. Ces *Lobby Tour* sont une occasion de lier la question de la politique migratoire européenne avec celle du lobby de l'armement. Dans cette interview, nous avons voulu faire le point avec elle sur le rôle que joue les différents bateaux de sauvetages en Méditerranée.

reçu comme ordre d'empêcher les sauvetages. L'obligation de secours s'est atténuée au fil du temps pour des raisons politiques.

Depuis 2016, l'UE a conclu des accords avec la Turquie puis ensuite avec la Libye. Et avant, il y avait déjà depuis une dizaine d'années des accords pour externaliser le contrôle des frontières extérieures de l'UE (le premier ayant été entre l'Espagne et le Maroc, la barrière de Ceuta et Meïlla). D'une certaine manière, ces pays doivent retenir les migrant·e·s à tout prix, on ferme les yeux et on donne de l'argent. L'Union forme les garde-côtes libyens qui sont appelés des trafiquants par un certain nombre de parlementaires européens. En mars 2019, le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, refuse que l'on prolonge l'opération SOFIA (une opération militaire qui a sauvé 45 mille personnes). L'Italie a dit : nous on veut bien continuer la surveillance en mer avec des avions, des drones, des radars, que l'on continue à former les garde-côtes libyens, mais on exclut que l'on envoie des bateaux. Aujourd'hui, il n'y a donc plus aucun bateau « officiel » qui fait du sauvetage. S'il n'y a pas des bateaux comme l'*Ocean Viking* qui a pu retourner en mer quand l'Italie a changé sa politique, il n'y a personne et les gens meurent. Les ONG n'avaient pas vocation à faire ce qu'elles font aujourd'hui. On a supprimé les bateaux de sauvetage et elles ont pris le relais, un relais presque épidermique face à une situation dramatique.

Peux-tu nous décrire comment ces ONG opèrent en Méditerranée ?

– Stéphanie : En 2016, face à une situation humanitaire catastrophique, Greenpeace s'est associée avec Médecin Sans Frontière (MSF) pour patrouiller aux alentours de l'île grecque de Lesbos. Greenpeace a prêté ses bateaux et son expertise en termes de navigation dangereuse, sauver des gens en pleine panique ce n'est pas facile. MSF a, quant à lui, un réseau important qui a assez bien fonctionné, ils font beaucoup de travail invisible. Quand tu as 400 personnes à bord de ton bateau qui n'en peuvent plus d'attendre et qui veulent se jeter à l'eau, tu as besoin de lobbying pour accélérer les choses. Il y a une procédure à respecter pour le sauvetage de personnes. Les ONG doivent informer les autorités responsables de la zone dans laquelle le sauvetage a lieu. Il y a les eaux territoriales qui appartiennent aux pays (ex : les eaux libyennes s'arrêtent à 12 miles des côtes) et les eaux internationales qui ont été divisées en zones. Il y a une zone italienne, maltaise, libyenne... C'est toujours vers les autorités de cette zone que se fait le premier contact après un sauvetage. Et ce sont ces mêmes autorités qui doivent coordonner la suite (où débarquer les gens, les évacuations pour urgence médicale...). Parfois elles ne répondent même pas aux ong. Alors les ong prennent contacts avec d'autres pays etc...

Il n'y a pas que de grosses ONG. Celle du bateau de la capitaine Pia Kempf a été créée par de jeunes Allemand·e·s qui ne supportaient plus la situation et qui se sont dit : « Si on n'a pas la capacité politique pour faire changer la politique de l'Europe, sauver des vies ça on peut le faire ».

Elles communiquent bien et produisent beaucoup de vidéos, de la pédagogie ; elles utilisent Facebook et Twitter pour transmettre les infos. Cela aide à mobiliser l'opinion et à créer de la pression. Lorsque Carola Rackete a forcé le blocus pour entrer dans les eaux italiennes et accoster, dans les deux jours, le Sea-Watch a récolté des millions d'euros. Le public n'a pas eu de doute sur l'utilisation de l'argent. Pour les plus gros bateaux de sauvetage, un jour en mer c'est 14 000 euros. Les équipages sont bénévoles, mais il y a le matériel, l'entretien du bateau, le carburant, les autorisations administratives, tout ça a un coût. Plusieurs petites ONG communiquent sur le fait qu'elles ne pourront retourner en mer que quand elles auront les fonds.

Pourquoi ces ONG se refusent-elles de ramener les personnes sauvées en Libye ? Quelle est la situation des migrants là-bas ?

- Stéphanie : La Libye est un pays de transit à partir duquel les migrant·e·s partent vers l'Europe. Ce pays a un accord avec l'UE pour retenir les migrant·e·s mais aussi pour aller les rechercher en mer quand bien même ils seraient dans les eaux internationales. Ces personnes se retrouvent ensuite dans des camps. MSF y a accès uniquement la journée. Le soir, il n'y a aucune sécurité. Il y a des viols, des gens sont vendus comme esclave, les passeurs sont légion. Il y a déjà eu des affrontements en mer entre les garde-côtes et les bateaux d'ONG qui se refusent de ramener les personnes en Turquie, en Lybie et aussi en Tunisie parce que les migrants sont directement renvoyés vers la Libye. Les autorités européennes sont au courant de cette situation, elles ne peuvent le nier, mais elles le justifient. Il y a un vrai système de criminalisation mis en place avec le renforcement des frontières extérieures de l'Union. C'est le corollaire de l'espace Schengen : notre liberté, c'est leurs morts. Ce sont les migrants qui payent le fait que nous pouvons circuler librement en Europe.

Pia Klemp et Carola Rackete, deux capitaines, ont été fortement médiatisées après avoir été arrêtées par les autorités italiennes qui les accusent de favoriser l'immigration illégale. Face à la criminalisation des opérations de sauvetage, la désobéissance est-elle aujourd'hui nécessaire pour sauver des vies ?

- Stéphanie : Début juin 2019, Carola Rackete est à la commande du Sea-Watch 3 et elle recueille 53 personnes à la dérive sur un canot. Elle reçoit l'ordre de les débarquer à Tripoli. Elle refuse et se dirige vers la petite île italienne de Lampedusa. Au bout de 17 jours bloqués en mer, les médecins à bord lui disent que des personnes vont se suicider, qu'ils n'ont plus la possibilité d'assurer la sécurité des personnes. Comme capitaine elle décide de désobéir. L'équipage est fatigué, ils ne dorment pas depuis plusieurs jours. Elle demande l'aide des garde-côtes italiens pour accoster à Lampedusa, de peur de faire une manœuvre dangereuse. Elle ne reçoit pas d'aide, mais un bateau vient se mettre devant le Sea-Watch et le quai. Les garde-côtes vont jusqu'à porter plainte pour tentative de meurtre. Aucune ONG n'a calculé de forcer le blocus. Il y a des conséquences importantes, les bateaux se retrouvent sous séquestre et ne peuvent plus opérer. L'équipage lui risque de la prison ferme et des amendes importantes pour

trafic d'être humain. Le système est fait pour que les personnes ne soient pas sauvées, ce ne sont pas des accidents, c'est le résultat de choix politiques. Les ONG ont pris le relais des autorités et sont devenues un acteur de changement, un réel acteur politique.

Après le départ de Salvini et le changement de gouvernement en Italie, comment va évoluer, selon toi, la situation ?

- Stéphanie : C'est du coup par coup, l'Italie a ouvert récemment ses ports pour accueillir par deux fois le bateau Océan Viking. Il y a eu un sommet européen à Malte et l'accord n'est pas très positif. En résumé, il y a un mécanisme de répartition temporaire des migrants. On pourrait penser que l'on progresse, que c'est les prémices d'un accord européen global. Pourtant, quand on lit les quelques pages de cet accord, on apprend qu'on ne remet pas de bateaux sur les eaux, que l'on renforce la surveillance aérienne pour repérer les bateaux, mais surtout que les ONG n'ont plus accès aux données des embarcations en détresse alors que c'était le cas avant. Dorénavant, il n'est plus possible pour les bateaux d'aller sauver des personnes sauf s'ils ont eux-mêmes les infos. Les ONG ont donc mis en place plusieurs choses : elles se sont équipées des drones, elles se partagent les infos et ne se mettent pas en concurrence. Elles se basent aussi sur les infos de Watch The Med Alarm Info et qui a mis en place un numéro de téléphone d'urgence. Ils ont trouvé la possibilité de diffuser ce numéro dans les lieux de départ et les migrants peuvent prévenir de leur localisation sur leur embarcation. On est dans une situation où contre le pouvoir, on doit tout le temps mettre en place de nouvelles stratégies pour sauver des vies en mer.

Autour des enjeux de la migration, l'extrême droite et les mouvements populistes se font beaucoup entendre. À les écouter, on a l'impression que l'Europe ne fait rien, or par rapport

« Il y a un vrai système de criminalisation mis en place avec le renforcement des frontières extérieures de l'Union. C'est le corollaire de l'espace Schengen : notre liberté, c'est leurs morts. »

à ce que tu nous expliques, on a plutôt l'impression qu'ils sont déjà au pouvoir et qu'ils appliquent leur programme. Pourquoi est-il si compliqué de révéler la nature d'une politique aussi déshumanisante ?

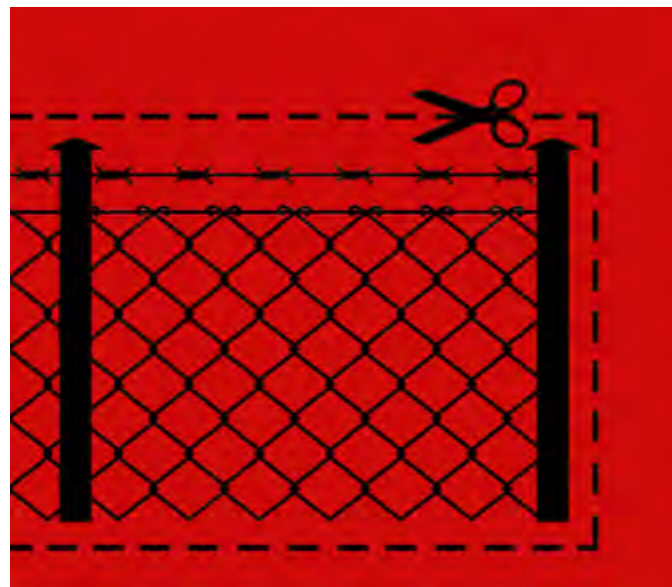
- Stéphanie : On ne s'intéresse pas à la politique européenne de façon classique or les infos sont publiques, on ne va pas les chercher dans les poubelles. Lors des

Lobbys Tours, il y a des étudiants en relation internationale qui ont du mal à définir le rôle de la Commission. C'est pourtant elle qui tient le jeu politique. Le secteur sécurité défense fait aussi du lobbying sur la question des frontières. Il y a beaucoup d'argent en jeu. Des personnes profitent de cette situation et on considère que c'est normal qu'elles soient dans les groupes d'experts liés à la Commission, à l'Agence européenne de défense. Ces acteurs là prônent toujours plus de sécurité et obtiennent toujours plus d'argent et de subside. En juin 2018, la Commission a proposé de tripler les financements au renforcement des frontières pour atteindre 34,9 milliards d'euros contre 13 milliards d'euros au cours de la période précédente. Il faut écouter ce que disent les institutions européennes, leurs discours officiels : les migrants, les terroristes et les trafiquants de drogue se retrouvent tous dans le même sac. C'est ce discours officiel que régurgite ensuite la presse et que le public finit par intégrer. Qu'est-ce qui s'est passé pour qu'à un moment donné on parle dans un article de la RTBF à propos des agents de Frontex de « terrains de chasse » ? Quelles images met-on dans la tête des gens ? À chaque fois on fait un pas en plus. Ça, c'est la réalité. L'Europe a été la première à désigner les ONG qui sauvent des vies comme des ennemis.

KOT (H).UMAIN : CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ AVEC LES EXILÉ·E·S

par Martin

Depuis bientôt deux ans, le Kot (H).Umain, un collectif d'étudiant·e·s de l'Université de Mons, construit la solidarité avec les migrant·e·s exilé·e·s. Face à la répression des migrations mise en œuvre par les gouvernements européens et le gouvernement belge, iels se sont mobilisé·e·s pour rendre leur université « hospitalière » et s'organisent au quotidien pour apporter un soutien logistique et politique aux migrant·e·s. Dans cet article, nous revenons sur la genèse de ce projet ainsi que sur les activités mises en place par le Kot (H).Umain.



En 2015, le nombre d'exilé·e·s qui souhaite introduire une demande d'asile à l'Office des Étrangers afin d'obtenir le statut de réfugié·e·s est en augmentation. Le gouvernement MR/NVA et le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Théo Francken se refusent à mettre en œuvre des mesures qui permettraient à la Belgique de respecter le droit belge et international en permettant, à toutes les personnes qui le souhaitent, de déposer une demande d'asile et d'obtenir un hébergement.

Face à l'immobilisme gouvernemental qui organise la saturation de l'Office des Étrangers, le parc Maximilien, situé en face, devient le lieu de vie de nombreux·euses migrant·e·s dans l'attente de leur rendez-vous. Avec le soutien des habitant·e·s du quartier, d'associations et de citoyen·ne·s, un véritable camp de réfugié·e·s fonctionnera pendant plusieurs semaines en plein cœur de Bruxelles.

En 2016, la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugié·e·s se structure sur base de l'Assemblée générale du parc Maximilien. Dans un premier temps, l'objectif est d'obtenir des solutions structurelles à la crise de l'accueil. Face à la passivité des autorités publiques et à l'intensification de la répression des migrant·e·s présent·e·s au parc Maximilien, la Plateforme citoyenne mettra en place un hébergement collectif ainsi qu'un accueil dans des familles. Pendant plus d'une année, 650 personnes seront hébergées tous les soirs par des hébergeurs·euses solidaires ou à la porte d'Ulysse.

La lutte de la plateforme et de la société civile ne se concentre pas uniquement sur l'aide d'urgence : pour répondre au projet du gouvernement d'autoriser les rafles de migrant·e·s résidant chez les hébergeurs·euses (visite domiciliaire), une campagne est lancée pour rendre les communes hospitalières afin qu'elles s'engagent à leur échelle, pour une politique migratoire basée sur l'hospitalité, le respect des droits humains et les valeurs de solidarité.

À l'université de Mons, durant l'année 2018, iels sont plusieurs étudiant·e·s à héberger des migrant·e·s dans leur logement

universitaire et ce malgré le fait que cette activité soit interdite par les autorités. Souhaitant que cette position évolue pour éviter des sanctions et continuer à développer leur activité d'hébergement, des étudiant·e·s vont s'associer à des professeurs pour pousser l'université de Mons à se déclarer en juillet 2018 « université hospitalière ». En parallèle, le Kot (H)Umain se structure en collectif et une demande est introduite auprès des autorités pour que le projet puisse disposer d'un local et d'un logement universitaire. Désormais, il est possible pour les étudiant·e·s d'héberger des migrant·e·s sans s'exposer à des sanctions.

« On voulait organiser une solidarité concrète et des espaces de rencontre entre les étudiant·e·s et les exilé·e·s. On refuse de se limiter à organiser des conférences sur le campus pour mener des actions de sensibilisation. »

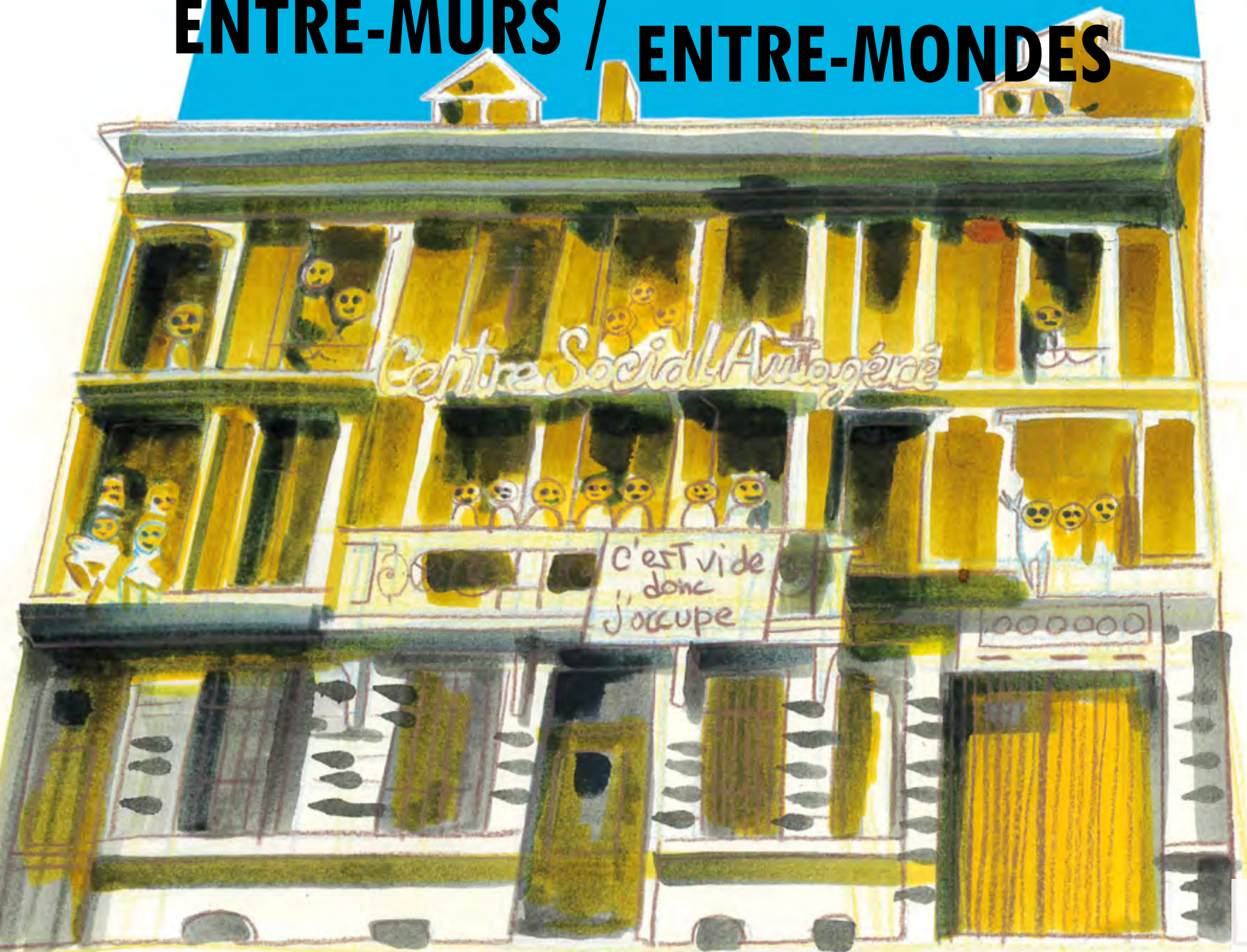
Le développement du Kot (H).Umain s'accélère à partir de la rentrée 2018. Des récoltes de dons sont organisées pour répondre aux besoins. Des dizaines d'exilé·e·s sont hébergé·e·s et mis·e·s à l'abri des violences extérieures. Des activités ludiques sont organisées à destination des mineur·e·s non-accompagné·e·s. Le collectif participe également aux mobilisations de soutien aux sans-papiers et à la lutte contre la répression des migrations. Une membre du Kot (H).Umain nous explique : « On voulait organiser

une solidarité concrète et des espaces de rencontre entre les étudiant·e·s et les exilé·e·s. On refuse de se limiter à organiser des conférences sur le campus pour mener des actions de sensibilisation. »

À la rentrée 2019, le Kot (H).Umain a décidé de développer de nouvelles activités : « L'hébergement d'urgence ne sera plus une activité centrale. Nous souhaitons nous concentrer sur l'accompagnement des personnes qui déposent une demande d'Asile, sur le soutien aux exilé·e·s enfermés dans les centres fermés et les récoltes de dons ».

Les membres du collectif savent que, au vu des résultats électoraux dans une partie du pays, mais aussi en Europe, leur combat n'est pas près de s'arrêter. Ils sont prêt·e·s à continuer à construire les solidarités étudiantes avec les exilé·e·s et à lutter pour un monde sans frontières, pour qu'un jour, tout cela s'arrête.

ENTRE-MURS / ENTRE-MONDES



Le 06 octobre, le collectif « Entre murs / entre monde » publie un appel à mobilisation sur sa page Facebook: « Nous avons choisi de résister. Nous nous ferons sans doute tirer hors du bâtiment que nous occupons par les forces du gouvernement. Un bâtiment vide depuis 15 ans et qui, une fois que nous serons expulsé.e.s, restera certainement vide pendant plusieurs années encore. Un bâtiment où nous avons choisi de donner notre temps et notre énergie pour recréer du lien humain et nous battre pour ce à quoi on aspire » Ils sont une vingtaine de la région liégeoise et ont un peu plus de 20 ans, étudiant.e.s, précaires, jeunes artistes ou militant.e.s. Depuis mi-juin 2019,

ils occupent un énorme bâtiment transformé par leur soin en Centre Social Autogéré. Dans cette espace, en bord de Meuse, a prit forme un lieu de vies et de luttes où les ateliers, les groupes de discussions, les soirées avec le voisinages se sont succédées. Le vendredi 23 août, elles et ils ont reçu un avis d'expulsion qui leur donne une semaine pour partir, sans garantie aucune que le bâtiment ne reste pas inutilisé. En réaction à l'avis d'expulsion, plusieurs associations et personnes signe une carte blanche et se mobilise contre l'expulsion. Nous avons discutés avec Camille et Tony de leurs motivations et de l'organisation du lieu.

- TONY : COMME MILITANT, ON CHERCHAIT UN ESPACE POUR S'ORGANISER, SE RENCONTRER ET ÉCHANGER PLUS FACILEMENT. ON AVAIT BESOIN AUSSI DE PLUS DE SPONTANÉITÉ POUR FAIRE DES ACTIONS ET BOUGER.



- CAMILLE : JE PARTICIPAI AUX MOBILISATIONS SUR LE CLIMAT AVEC GREENPEACE ET J'AI ÉTÉ EN CONTACT AVEC DES MILITANTS UN PEU PLUS RADICAUX. J'AI ADHÉRÉ ET J'AI VOULU M'IMPLIQUER DANS CE PROJET. JE TROUVE ÇA PLUS INTÉRESSANT DE MILITER EN CRÉANT UNE CONFRONTATION DIRECTE AVEC LE SYSTÈME DANS LEQUEL ON EST PLUTÔT QUE D'ALLER TROUVER DES POLITIQUES POUR LES SUPPLIER DE FAIRE QUELQUE CHOSE.



- TONY : DURANT LES PREMIERS JOURS DE L'OCCUPATION, ON A ORGANISÉ UN PORTOIR COLLECTIF ET PUIS ON A AMENÉ ET CONSTRUIT CE QU'IL FALLAIT POUR VIVRE, DES TRUCS COMME LA CUISINE, LES SANITAIRES. DANS LE COLLECTIF, CERTAINES PERSONNES ÉTAIENT AUTODIDACTES ET D'AUTRES POSAIENT PLEINS DE QUESTIONS. DES PERSONNES EXTÉRIEURES AVEC DE L'EXPÉRIENCE DANS D'AUTRES SQUATS SONT ÉGALEMENT VENUES NOUS DONNER UN COUP DE MAIN POUR AMÉNAGER LE LIEU.

- CAMILLE DES AMIS À NOUS DU CHAUDRON, UNE CANTINE POPULAIRE, ONT CUISINÉ ET AMENÉ DE LA NOURRITURE. ON AVAIT AUSSI DES BOISSONS GRATUITES. LA FANFARE DU NORD, FORT ACTIVE DANS LE QUARTIER, EST VENUE FAIRE DE LA MUSIQUE. ON A MIS DE GRANDES TABLES DANS LA COUR AVEC UN AUTOWASH POUR QUE TOUT LE MONDE PUISSE FAIRE SA VAISSELLE. ON A ÉTÉ POSITIVEMENT SURPRIS DE LA MIXITÉ CULTURELLE DES GENS QUI SONT VENUS.



- TONY : ON A ORGANISÉ UNE ASSEMBLÉE DES LUTTES OÙ TOUS LES GROUPES INVITÉS ONT PU EXPLIQUER SUR QUOI ILS MILITAIENT ET CE QU'ILS PRÉPARAIENT POUR LE FUTUR. CELA NOUS A SERVI POUR CRÉER DES CONVERGENCES ET POUR VOIR SI ON POUVAIT SE RENFORCER LES UNS LES AUTRES. IL Y AVAIT DES COLLECTIFS POUR LE DROIT DES MIGRANTES, DES GILETS JAUNES, LE MOUVEMENT CLIMAT, DES ANTIFA... CELA A CRÉÉ UNE CHOUETTE DYNAMIQUE ET ON A DÉCIDÉ DE RECOMMENCER L'EXPÉRIENCE, DE CRÉER DES ATELIERS EN COMMUN. ON ESSAYE DE NE PAS SE REPLIER SUR SOI, D'ALLER CHERCHER DE NOUVELLES PERSONNES PAS NÉCESSAIREMENT POLITISÉES.

- CAMILLE: PLUSIEURS FILLES DANS LE SQUAT FONT PARTIE D'UN GROUPE FÉMINISTE « LA TÊTE HAUTE » QUI MILITE POUR QUE LA RUE NE SOIT PAS UN LIEU DE HARCÈLEMENT. ON A COMMENCÉ À CRÉER DES GROUPES DE PAROLES NON MIXTES ET TOUT DE SUITE ON A VOULU AMÉLIORER CERTAINES CHOSES. ON A DISCUTÉ DE LA RÉPARTITION DES TÂCHES, DE LA FAÇON DONT SE RÉPARTIT LA PAROLE DANS LE LIEU : EST-CE QUE LES FILLES VONT PLUS VITE VERS CERTAINES TÂCHES DOMESTIQUES. POUR QUOI? COMMENT? QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE? ON A FAIT ENSUITE DES RETOURS À L'ENSEMBLE DU COLLECTIF. ON VEUT RENTRER DANS UNE DYNAMIQUE OU TOUT LE MONDE À L'INTÉRIEUR DU SQUAT VA SE POSER LA QUESTION DE L'INTERSECTIONNALITÉ.



- CAMILLE : ON ESSAYE DE FONCTIONNER PAR CONSENSUS POUR PRENDRE DES DÉCISIONS IMPORTANTES, QUELQU'UN FAIT UNE PROPOSITION ET S'IL Y A DES OPPOSITIONS, ON ESSAYE D'AFFINER LA PROPOSITION, DE LA MODIFIER AFIN QUE TOUT LE MONDE PUISSE S'Y RECONNAITRE. CELA FAIT DES RÉUNIONS SOUVENT LONGUES.



- TONY: UN MATIN ON A VU UN AVIS D'EXPULSION PLACARDÉ SUR LA PORTE. ON A LANCÉ UNE AG, APPELÉ LES AVOCATS. ON ÉTAIT CALME ET DÉJÀ UN PEU NOSTALGIQUE. ON A DÉCIDÉ DE NE PAS FAIRE DE RECOURS JURIDIQUE. ON A ÉCRIT UNE CARTE BLANCHE, UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE ET LANCÉ LA MOBILISATION POUR VENIR DÉFENDRE LE SQUAT. LA POLICE N'EST FINALEMENT PAS ARRIVÉE, MAIS C'EST DEVENU IMPOSSIBLE POUR NOUS DE GARDER LE LIEU OUVERT AVEC LA PRESSION CONSTANTE D'UNE EXPULSION. ON CHERCHE DÉJÀ UN NOUVEL ENDROIT OÙ S'INSTALLER.

- CAMILLE : J'AI L'IMPRESSION QUE CE QUE JE FAISAIS ICI AVAIT DU SENS. AVANT, J'ÉTAIS BLINDÉE ZERO DÉCHET, J'ALLAIS DANS LES MAGASINS BIO ACHETER EN VRAC, ... LE MODE D'ACTION POLITIQUE QUE J'AVAIS C'ÉTAIT QUE TOUTE MA CONSOMMATION SOIT RESPONSABLE, C'ÉTAIT INDIVIDUEL ET VU QUE DE TOUTE FAÇON, JE N'ARRIVAIS JAMAIS À ÊTRE PARFAITE C'ÉTAIT UNE FRUSTRATION PERMANENTE. ICI, C'ÉTAIT UNE AUTRE DYNAMIQUE, CELA M'A DÉCULPABILISÉ. ON EST TOUTES ENSEMBLE ENTRAIN DE CONSTRUIRE QUELQUE CHOSE QUI A DU SENS, C'EST UN ÉLAN COLLECTIF ET POSITIF.



Entre Murs/Entre Mondes essaye d'établir un dialogue avec le propriétaire. Il lui propose de signer une décharge de responsabilité concernant sa responsabilité en cas d'accident. Le collectif ne recevra aucune réponse de sa part malgré les déclarations de l'échevin de la Ville de Liège qui se pose en médiateur. Le mardi 10 septembre, une première mobilisation a lieu devant le squat. Les grilles du bâtiment sont cadenassées et une trentaine de sympathisants se barricade à l'intérieur. Une centaine de personnes se rassemble dehors dès 7 h du matin pour empêcher l'expulsion. Squatteurs, gilets jaunes, militants, syndicalistes et voisins partagent le petit déjeuner. La presse est aussi présente. Finalement, aucun policier ni huissier ne se montrent. Quelques jours plus tard, les occupants reçoivent un nouvel avis d'expulsion prévu pour le 24 septembre.

Les conditions ne sont plus réunies pour garder le lieu ouvert et y tenir des activités, des recherches pour trouver un nouveau lieu démarrent. Conscient de la médiatisation dont il bénéficie, le collectif Entre Murs/Entre Mondes organise quand même un rassemblement contre toutes les expulsions et fait le lien avec La Voix Des Sans Papiers toujours en recherche d'un logement. Une manifestation spontanée s'élance du quartier Saint-Léonard vers l'Hôtel de Ville et réclame à la commune qu'elle fasse « appliquer scrupuleusement la taxe sur les bâtiments vides » et aussi « qu'elle en réquisitionne certains pour les mettre à disposition de personnes en situation de précarité. » La recherche d'un nouveau lieu où poser leurs mille projets et solidarités à venir, aboutira finalement quelques jours plus tard, pour une nouvelle aventure.





Crédit photo: <https://www.facebook.com/Entremursmondes/>



Une publication des
Jeunes Organisés & Combatifs

RETROUVE-NOUS SUR

WWW.JOC.BE
FACEBOOK: JEUNES ORGANISÉS ET COMBATIFS
TWITTER: JOC_BE

SECRETARIAT NATIONAL

4, Rue d'Anderlecht
1000 BRUXELLES
Tel: 02/513 79 13
secretariat@joc.be

COMMENT NOUS REJOINDRE

BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be bruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be joccharleroi@joc.be
Fb: Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
lalouviere@joc.be
Fb: Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons Borinage

NAMUR

17, Place l'Ilon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

TOURNAI

10/8, Avenue des Etats Unis 10 7500 TOURNAI
tournai@joc.be
Fb: Joc Tournai

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

